La Conférence Européenne contre l'austérité qui a eu lieu le 1er octobre a réuni 681 personnes dont 150 venant d'autres pays que la Grande Bretagne. La même semaine, nous assistions à deux grandes manifestations. Le samedi, à Glasgow, la manifestation « People first » appelée par le syndicat écossais TUC, a réuni 15.000 participants. Le dimanche, c'est 35.000 personnes qui se sont rassemblées à Manchester à l'entrée de la Conférence du Parti Conservateur. L'appel avait été lancé par le TUC (Trade Union Congres) et soutenu par la campagne de la Coalition pour la Résistance et le Droit à l'Emploi.

Le résultat de la Conférence est une déclaration de principe afin de mettre en place un réseau pour organiser une journée d'action contre l'austérité dans le courant de l'année prochaine et pour lancer un appel aux syndicats afin qu'ils organisent une journée d'action dans toute l'Europe. La conférence a également mis à l'ordre du jour la nécessité d'un audit, en Angleterre et dans toute l'Europe, pour éliminer les dettes illégitimes. Un débat a également débuté sur l'Union Européenne et l'Euro. Nous espérons que cela nous amènera plus loin que la position simpliste du « Non à l'Euro » et fasse aboutir la campagne contre l'austérité sur une revendication pour la rupture avec cette institution capitaliste.

La conférence s'est déroulée dans un climat studieux où furent analysées toutes les facettes de la crise économique et les tâches qui sont devant nous pour avancer dans la résistance contre l'austérité. Olivier Besancenot, du NPA, a expliqué cela très clairement en disant que « nous devons trouver ensemble la façon de construire ce mouvement social des peuples européens… Et ce n'est pas un vœu pieux ou juste de la propagande, il faut travailler à la mise en place de la première grève générale européenne de l'histoire, c'est le devoir des militants anticapitalistes pour les prochains mois ».

La représentativité de l'assemblée était impressionnante car elle comptait avec la participation de la plupart des représentants de la gauche anti-libérale (Die Linke, Sinn Fein, European Left Party…) et d'un courant anticapitaliste particulièrement fort (NPA,CADTM, Bloco de Esquerda…). De syndicats importants ont soutenu la conférence (UNITE, le NUT et le RTM de Grande Bretagne, « SUD-Solidaires » de France, le syndicat des enseignants grecs, le OLME, LAB du Pays Basque…). Il y avait également des représentants de la CGTP du Portugal, des COBAS d'Italie et beaucoup d'autres. Il faut souligner l'intervention remarquable d' Elżbieta Fornalczyk du syndicat libre « Août 80 », qui représente les travailleurs de Tesco, qui a souligné les conditions dramatiques des femmes en Pologne en tant que mères et travailleuses. Sonia Mitralia du CADTM grec a également indiqué à quel point la crise touche les femmes de manière plus forte.

Cette conférence et les manifestations qui ont eu lieu durant le week-end sont un excellent signal pour faire de la grève du 30 novembre un succès. Cette dernière est appelée par plus de 20 syndicats britanniques. Nous devons mobiliser tous les secteurs de la société, pas seulement pour se battre pour les pensions, mais pour défendre l'Etat providence. Il sera également important de mobiliser à partir de la conférence pour des événements extra-européens comme le G20 du 1er novembre.

Beaucoup de personnes ont envoyé des messages de félicitation. Des militants syndicaux, comme les 12 membres de la CGT, de la FSU et de SUD du Havre, en France, ont trouvé la rencontre intéressante et nécessaire pour faire un pas concret vers une résistance européenne.

Fred Leplat est membre de la Direction de "Socialist Resistance", section britannique de la 4e Internationale.

Que le vent des révolutions arabes souffle sur l'Europe...

No cuts ! Tous ensemble unis contre la dette et l'austérité !

Ces deux slogans furent les mots d'ordre de la conférence européenne contre l'austérité organisée par Coalition of Resistance [1] ce samedi 1er octobre à Londres. Plus de 700 personnes étaient présentes dont plus de 150 venues de différents pays européens. Cette journée structurée en deux plénières et 17 ateliers a permit de dessiner les grands traits du mouvement européen contre l'austérité. Des différentes discussions, il ressort une analyse commune de la crise actuelle. Née de la crise des subprimes, cette crise est systémique et a précipité les pays du Nord dans le cercle vicieux de la dette publique. Autres facteurs de cette crise, moins visibles et plus profonds, la baisse des revenus et la surproduction largement encouragées depuis quelques dizaines d'années.

Il est nécessaire de refuser toutes les politiques d'austérité, de s'attaquer au problème de la dette en mettant en place des audits et de refuser de payer la dette illégitime. Il faut également refonder le système fiscal en imposant les plus riches et les bénéfices des entreprises.

Face à l'ampleur de cette crise, il est fondamental de lutter au niveau national mais également au niveau européen et ainsi casser le repli identitaire qui conduit à des prêt-à-penser « C'est les allemands contre les grecs, les portugais, les espagnols... ».

La lutte européenne contre l'austérité est une lutte de classes. Celle-ci doit absolument s'accompagner d'une lutte contre le racisme, l'impérialisme et le patriarcat car les discours dominants tentent en permanence de diviser les peuples en les montant les uns contre les autres ou en accusant une minorité déjà opprimée comme responsable.

A cela nous devons répondre par des actions européennes coordonnées et nous devons renforcer la convergence entre les différents mouvements : partis, syndicats, ONG, associations, mouvement des indignés...

Vers une nouvelle coalition entre partis, syndicats, associations...

A l'initiative de Coalition of Resistance, cette conférence a rassemblé les différents acteurs qui luttent contre l'austérité : partis politiques de gauche (Parti de la gauche européenne, Nouveau Parti Anticapitaliste, Bloco de Ezquerda, Die Linke, Green Party...), syndicats (Solidaires, UNITE, COBAS, OLME Gèce, RMT, CWU...), organisations (ATTAC, CADTM, Transform, BARAC, Stop the war...).

On peut néanmoins regretter l'absence du mouvement des indignés en tant que tel malgré la présence de représentants d'organisations impliqués personnellement dans ce mouvement. La convergence avec ce mouvement est un des éléments clés de la construction d'un mouvement européen.

Le CADTM [2] s'inscrit dans la construction de cette coordination européenne

Le CADTM Europe a participé à la préparation et à la tenue de cette conférence. Une délégation de 6 personnes était sur place (CADTM Belgique, France, Grèce, Pologne) pour mettre en avant les revendications de l'organisation contre la dette : moratoire, audit citoyen de la dette, annulation/répudiation des dettes illégitimes. Ainsi le CADTM est intervenu à plusieurs reprises, notamment le 30 septembre lors d'un séminaire consacré à la dette organisé par la Joint Social Conference [3] et le 1er octobre lors de plénières et d'un atelier sur l'audit de la dette.

Au vu du contexte actuel en Europe, il semble difficile de faire un audit officiel car les gouvernements en place sont les principaux responsables de l'endettement de leurs pays. C'est pour cela que le CADTM travaille à la mise en place d'audits citoyens de la dette. L'audit ne doit pas se limiter à un travail d'experts (même si leur apport est nécessaire) et doit faire converger des représentants de syndicats, de mouvements sociaux, de services publics liés à l'endettement (services fiscaux...), du mouvement des indignés [4] ... Il s'agit avant tout de construire un mouvement et des mobilisations contre la dette. L'audit citoyen de la dette est un outils pour sensibiliser, informer les gens mais aussi pour renforcer les mobilisations en apportant des arguments, des cas concrets de dettes illégitimes afin de revendiquer le non paiement de celles-ci.

Aujourd'hui, alors que différentes initiatives d'audit citoyen de la dette naissent en Europe : Grèce, Irlande, France et prochainement Portugal, Espagne,... une coordination européenne apparaît comme nécessaire et se met en place.

Que le vent des révolutions arabes souffle sur l'Europe...

Au même moment que se déroulait cette conférence, différentes mobilisations contre l'austérité avaient lieu dans différents pays : au Portugal (130 000 personnes à Lisbonne, 50 000 à Porto), en Hongrie (50 000 personnes à Budapest), au Royaume-Uni (35 000 personnes à Manchester le dimanche 2 octobre à l'ouverture du Congrès des Torries, le parti conservateur), aux États-Unis (le mouvement anti-Wall Street s'amplifie et s'implante dans différentes villes), en France ou en Roumanie où les premières « Roma Pride » ont été organisées (à Paris et à Bucarest) contre les discriminations des Roms...

La déclaration finale de cette conférence [5] appelle le mouvement syndical européen à tenir

une journée européenne de grève en 2012 afin que des actions européennes se coordonnent. En attendant, les mobilisations continuent de s'intensifier avec notamment la journée du 15 octobre, journée européenne d'action à l'initiative des indignés mais aussi à l'occasion du contre G20 qui se tiendra à Nice en France du 1er au 4 novembre. Répondons à l'appel et soyons présents pour faire en sorte que le vent des révolutions arabes souffle sur ces mobilisations et que des victoires puissent enfin voir le jour.

Myriam Bourgy

[1] www.coalitionofresistance.org.uk site internet de la conférence : www.europeagainstausterity.org

[2] Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde – www.cadtm.org

[3] www.jointsocialconference.eu

[4] Le mouvement des indignés grecs et espagnols a intégré dans la liste de revendications l'ouverture des livres de la dette. Voir pour cela sur ESSF (article 22802) l'appel commun Puerta del Sol – Syntagma : Un appel des Indignés de la Plaza del Sol et de Syntagma.

[5] Voir sur ESSF (article 23043) : Déclaration de la conférence européenne contre l'austérité.

Publié sur le site du CADTM, www.cadtm.org

Déclaration de la conférence européenne contre l'austérité

Il était plus que temps que cette conférence européenne ait lieu.

Les peuples d'Europe sont confrontés à une crise social, politique et économique sans précédent.

Nos gouvernements taillent de la façon la plus sauvage dans les dépenses de façon à détruire l'ensemble des avantages sociaux de la période d'après-guerre.

Cela va saccager la vie millions de personnes en détruisant les emplois, les salaires, les retraites, les soins de santé, l'éducation, ainsi que d'autres services.

La crise financière de 2008 a été transformée en une crise de la dette des Etats – les Etats nation ont renfloué le système financier, mais en agissant ainsi ils ont sérieusement affaibli leurs propres équilibres comptables. La Grèce est au bord du défaut de paiement, et d'autres Etats n'en sont pas loin.

La seule solution proposée par l'élite dirigeante est l'austérité pour la grande majorité de la population et le renflouement des banques et, plus largement, du système financier.

Alors que le commun des mortels affronte de grandes difficultés, des milliards d'euros sont versés dans les poches des riches. Il n'y a jamais eu une telle disparité de richesse entre le capital et le travail, entre les riches et les pauvres.

Partout en Europe, les peuples entrent en résistance. Ils sont déterminés à défendre les sociétés dans lesquelles ils vivent, et renverser le barbarie de l'austérité. Notre objectif est de contribuer à l'unité de ces luttes. Nous avons besoin d'un front commun européen pour défendre les peuples d'Europe. Nous nous engageons à nous opposer aux politiques d'austérité, aux privatisations et aux attaques contre l'Etat-providence, ainsi qu'à développer la

solidarité dans les luttes contre ces attaques.

Pour cette raison, nous soutenons la résistance des syndicats par le biais de grèves ainsi que d'autres formes de lutte. Nous disons non aux guerres impérialistes et à leurs ponctions financières sans fin, et nous disons oui à la satisfaction des besoins sociaux, à la paix et à la justice.

Nous nous opposons à la transformation des immigrés en boucs émissaires, parce que la crise économique et l'agitation raciste et l'islamophobie divisent et affaiblissent notre capacité de résistance. Nous organiserons des campagnes contre la montée de l'extrême-droite qui cherche à impulser cela.

Notre orientation repose d'une part sur la résistance, d'autre part sur l'élaboration et la promotion d'une stratégie économique alternative : les banques doivent être placées sous contrôle démocratique. Les banques privées doivent être socialisées et les marchés financiers doivent être réglementés. L'Union européenne et les gouvernements nationaux doivent satisfaire les besoins de la population, au lieu d'imposer des programmes d'austérité. Il faut augmenter les impôts pour les riches et les entreprises. La dette illégitime doit être annulée. Ceux qui ont accordé les prêts sont responsables de la situation actuelle. Nous ne payerons pas leur crise !

Une stratégie économique et politique alternative doit promouvoir la protection sociale, développer les logements, les écoles, et les hôpitaux, protéger les retraites, et favoriser une approche écologiste des dépenses publiques (investir dans les énergies renouvelables et les transports publics, et ainsi créer des millions d'emplois nouveaux).

Cette conférence décide de renforcer les liens développés dans la préparation de cette conférence et d'établir une coordination européenne afin d'organiser et soutenir la résistance à la dette et à l'austérité.

Nous nous engageons à soutenir les mobilisations des Indignados le 15 octobre, les les actions contre la dette et les institutions financières internationales entre le 8 et le 16 octobre, ainsi que la manifestation G20 en novembre à Nice.

Nous nous engageons aussi à travailler à une journée commune d'action contre l'austérité en 2012.

Nous appelons également le mouvement syndical à préparer, contre l'austérité, une journée de lutte européenne sous forme de grève ou d'autres formes d'action sur le lieu de travail.

Londres, le 1er octobre 2011

Site internet de la conférence : www.europeagainstausterity.org